

le pire

## comment prendre Malville ?

La centrale de Malville constitue aujourd'hui la clé de voûte du programme électronucléaire français, européen même, depuis la signature, le 5 juillet dernier, d'un accord franco-allemand pour la construction et l'exportation des surrégénérateurs. D'où l'enjeu des manifestations des 30 et 31 juillet qui doivent se dérouler aux alentours du site de Malville. Le poids en est si considérable que les discussions pour la préparation de ces journées ont rapidement pris le tour d'une irrépressible fuite en avant. Comment prendre Malville ? Chacun a son « truc » pour bloquer la centrale et empêcher qu'un jour elle ne *diverge*. Entre ceux qui veulent « en casser », faire vraiment « quelque chose » et les stratèges de la non-violence, la mêlée est confuse et singulièrement pauvre en propositions crédibles. La technique impressionne-t-elle à ce point les militants qu'ils perdent toute perspective politique ? Car le problème du blocage de l'entrée dans la seconde génération des centrales, celle à neutrons rapides (surrégénérateurs), exige avant tout une stratégie fondamentalement politique, si l'on veut être efficace.

Pourquoi ? Pour une raison simple et évidente ; le pouvoir qui aura à mettre en œuvre la centrale de Malville sera issu des élections de 78 (la mise en œuvre industrielle est prévue à partir de 1983). Or la gauche risque fort d'avoir cette responsabilité. Là est notre chance, en même temps que la difficulté.

Notre chance, évidemment ! Non que la gauche soit « anti-nucléaire » sans le savoir ; l'actualisation du Programme commun se fera dans une perspective pronucléaire. Mais les partis de gauche, notamment leurs élus, ont pris position contre la construction de Creys-Malville. Certes, pour des raisons qui formellement s'en tiennent aux problèmes de procédure et d'information, mais qui en réalité procèdent de l'opportunisme politique, afin de ne pas se couper des couches populaires opposées au projet.

Les partis de gauche, une fois au pouvoir, maintiendront-ils leur position sur Creys-Malville ? L'interrogation n'est évidemment pas celle de la confiance mais du rapport de forces. Autrement dit, le mouvement populaire contre la construction des centrales ira-t-il en s'élargissant jusqu'à rendre politiquement impossible les reniements ? Ou bien le mouvement basculera-t-il dans la marginalisation et le repli sur soi ? Telle est la question qui, pour une large part, se jouera les 30 et 31 juillet. Ces journées ne sont pas un point final, mais une étape essentielle pour ouvrir encore le réseau des alliances populaires contre la centrale. La forme et le contenu de la manifestation doivent, nous semble-t-il, être compris en fonction de cet objectif.

Les partis de gauche sont jusqu'ici restés muets sur le choix de la filière à neutrons rapides, sans doute partagés entre l'énormité et l'irréversibilité de l'enjeu et les avantages qu'ils croient y voir pour la garantie de l'indépendance énergétique de demain. Mais la décision de Carter de stopper net la construction des surrégénérateurs tarit le marché potentiel et place la gauche devant la perspective d'une nouvelle affaire « Concorde » aux conséquences économiques et sociales considérables. Nous ferons en sorte, dès avant les élections, que ce silence devienne particulièrement inconmode.

Oui, nous pouvons porter un coup décisif au programme de surrégénérateurs en « prenant Malville » ; mais pas le 31 juillet ! Nous prendrons Malville parce que la mobilisation populaire se sera encore amplifiée d'ici à mars 78 ; parce que la droite y sera battue (et sans cela nous serions défaits) ; parce que la gauche devra compter avec nous. Telle est aujourd'hui la réalité de la lutte des classes dans notre pays ; le combat contre le programme nucléaire ne saurait y échapper.

Serge DEPAQUIT

## Malville : Bison fûté tend un piège

A l'appel de nombreuses organisations, un grand rassemblement aura lieu les 30-31 juillet à Malville, afin de s'opposer à la construction du surgénérateur Super-Phénix. Le samedi sera consacré à des forums, et le dimanche, les comités Malville ont prévu une marche pacifique vers le site. Or, nous savons dès maintenant que les CRS seront aussi à la manifestation avec ordre de boucler toute la région. Ce bouclage se fait le long de routes nationales, sauf sur deux ou trois kilomètres où il se fait à travers champs. Quelle aubaine pour ceux qui sont partisans d'approcher le site coûte que coûte. Quelle aubaine aussi pour bison fûté qui, ce jour-là, défendra les couleurs d'EDF et n'aura plus qu'à refermer son bouclage, par la route cette fois, derrière ceux qui seront passés.

Face à cette situation, et dans le but d'éviter tout affrontement dé-

coulant des provocations qui viendront de part et d'autre, le PSU est en contact avec la CFDT, le MAN et les Amis de la Terre de Paris. Nous proposons de nous, rassembler le dimanche, à l'écart de la zone bouclée, à quelques kilomètres du site.

Il est bien évident que le mouvement antinucléaire à autant à perdre dans les bagarres avec les CRS que dans les attentats du type de celui qui était dirigé contre Boiteux. Pour gagner la bataille antinucléaire, nous devons élargir le mouvement, et toute action impopulaire est un frein à cet élargissement. *TS* partant en vacances, vous pourrez avoir des précisions sur les résultats des rencontres PSU-CFDT-MAN.-A.T. Paris, auprès des militants du PSU qui seront informés par la lettre du Bureau national.

MARTIN, dit « OURS RUSÉ » ■

## Super-Phénix : un danger immédiat

Si vous ne l'avez jamais fait, ouvrez donc un jour une brochure publiée par EDF. Si vous aimez les chiffres vous serez gâté ! Mais si vous cherchez à comprendre un peu comment fonctionne une centrale nucléaire, à moins que vous ne soyez déjà bien averti, vous serez bien déçu. A Malville, la centrale nucléaire qui se construit est de toute autre sorte que celles qui sont habituellement implantées un peu partout en France. Les techniciens l'appellent surgénérateur. Qu'est-ce à dire ? Quelle qualité extraordinaire possède cet engin pour que le gouvernement, la direction d'EDF et les grandes sociétés multinationales y attachent tant d'importance ?

Le fonctionnement d'un surgénérateur est tout à fait différent de celui d'une centrale « ordinaire ». Dans cette dernière, on met de l'uranium plus ou moins préparé et on le fait réagir dans une grande marmite. On dégage ainsi de la chaleur et quand l'uranium est usé, on l'emmène à l'usine de La Hague où les techniciens s'efforcent de récupérer ce qui peut encore



servir parmi les déchets

---

### le plutonium toujours recommencé

---

Dans ce qui peut encore servir, on trouve le précieux plutonium. Ce corps n'existe pas à l'état naturel ;

c'est un sous-produit de la réaction nucléaire de l'uranium. Il peut servir soit à fabriquer des bombes atomiques, soit — et c'est là que l'on voit réapparaître EDF —, à faire fonctionner notre fameux sur-générateur.

Encore quelques explications et vous comprendrez en quoi il mérite son nom. Nous introduisons le plutonium dans notre merveilleuse machine. Il réagit et produit de la chaleur qui sert à faire de l'électricité. Autour du cœur de la centrale, c'est-à-dire de l'endroit où le plutonium réagit, les techniciens d'EDF et du CEA qui sont gens prévoyants ont placé l'uranium que l'on appelle appauvri : celui qui, après utilisation de l'uranium ordinaire, reste sans avoir réagi et est impropre à faire fonctionner les centrales les plus ordinaires.

Que se passe-t-il alors? Sa proximité avec du plutonium réagissant a la propriété extraordinaire de transformer l'uranium, minable résidu de combustible usé, en très noble plutonium. Bien plus, en se débrouillant bien, on arrive à produire plus de plutonium au sein de notre uranium appauvri que l'on en brûle au milieu du cœur de notre fameux sur-générateur qui porte alors bien son nom. Bien sûr, pas beaucoup plus et là, les ingénieurs du nucléaire sont déçus : il faut plus de vingt ans, dans le meilleur des cas, pour produire deux fois plus de plutonium que l'on en a consommé. En outre le plutonium ainsi produit doit être retraité pour pouvoir être utilisé ; or on ne sait pas retraiter les combustibles...

### ...les bénéfiques toujours arrondis

Pour EDF-gouvernement, l'intérêt du sur-générateur est évident. Sans lui, l'uranium disponible sur terre permet de faire fonctionner l'industrie nucléaire jusqu'en 1990 environ, date au-delà de laquelle les grands capitalistes devront trouver d'autres sources de bénéfiques. Avec le sur-générateur, le combustible utilisable se trouve multiplié par cinquante... d'où

cinquante fois plus de bénéfiques.

Malheureusement pour ces pauvres capitalistes, de graves problèmes se posent. D'une part les sur-générateurs fonctionnent mal, même dans leur principe. Les temps de doublement sont très grands et les technologies nouvelles utilisées sont inexpérimentées et posent de graves problèmes. D'autre part, les matériaux mis en oeuvre sont extrêmement dangereux :

- Super-Phénix contiendra 5 000 tonnes de sodium liquide, produit qui s'enflamme spontanément à l'air; l'incendie d'une tonne de ce sodium est impossible à maîtriser.

- Super-Phénix contiendra aussi 4 800 kg de plutonium ; or un milligramme de plutonium suffit à tuer un homme.

- Nous avons vu aussi qu'entre chaque étape d'utilisation du combustible, il faut retraiter. Or, le retraitement est la branche de l'industrie nucléaire qui fonctionne le plus mal. A vrai dire elle ne fonctionne pas du tout. Les récentes visites des commissions de sécurité à l'usine de La Hague refusent de déposer leur rapport car la seule solution est l'abandon total et définitif de cette usine !

- Pour les populations vivant au voisinage d'un site du sur-générateur, le risque est lui aussi élevé. Contrairement à une centrale nucléaire ordinaire, un sur-générateur peut exploser d'une manière semblable à une bombe atomique. Sans même envisager cette catastrophe gigantesque, on ne peut nier qu'il possède tous les « inconvénients » des centrales nucléaires : effluents radioactifs, réchauffement des eaux, etc.

La seule justification du sur-générateur est l'accroissement des profits capitalistes. Cette raison seule suffirait à nous le faire rejeter. Malheureusement les dangers sont bien plus graves encore. Refusons le sur-générateur, il y va de notre vie.

Michel MARTIN ■

## Larzac 1977

**Un nouvel été est arrivé, c'est, pour les paysans du Larzac, toujours unis et décidés à rester sur leurs terres, une période de grande activité : travaux des champs et aussi mise au point du rassemblement du 13-14 août. A nouveau ils vont manifester leur volonté de vivre au pays, de lutter contre la politique « d'aménagement du territoire » du gouvernement qui donne à des régions entières le « choix » : devenir zone militaire ou se transformer en réserve pour touristes**

Cette alternative, ils l'ont refusée dès l'annonce officielle de l'extension de 3 000 à 14 000 ha du camp militaire, en octobre 1970, car ils avaient déjà fait leur choix : redonner vie au plateau du Larzac. Dès 1965 ils se sont battus pour enrayer l'exode rural : amendement des terres, accroissement de la production par l'utilisation d'engrais, sélection des races de brebis,

modernisation des installations laitières... C'est donc à une région en plein réveil économique et humain que le gouvernement a voulu imposer l'extension du camp militaire, contrairement à ce que racontait la propagande officielle.

**messieurs,  
comptez les moutons !**



D'ailleurs l'ignorance par les pouvoirs publics de la réalité du Larzac a été étonnante : les paysans venus aux renseignements en octobre 1970 sur les projets gouvernementaux auprès d'A.Fanton, secrétaire d'Etat à la Défense nationale de l'époque, lors d'un congrès UDR à La Cavalerie, s'aperçurent que ni lui, ni Delmas, député UDR de la circonscription, ne connaissaient l'activité économique du Larzac : pour eux il devait y avoir 3 à 5 000 brebis; il y en avait plus de 16 000 ! (cf. les Temps modernes n° 371).

Ce contexte explique l'opposition des paysans et leur capacité de riposte face aux actions du gouvernement et de son armée. Dès le début de 1971, avant la décision officielle d'extension, les paysans du Larzac et les habitants de la région créent l'association pour la sauvegarde du Larzac et de son environnement. Celle-ci publie très vite un livre blanc en liaison avec des organismes officiels comme la Chambre d'agriculture de Rodez qui montre l'important essor agricole des dernières années. Puis, en mars 1972, 103 agriculteurs sur les 107 concernés, publient un texte qui affirme leur refus de « toute tentative de séduction ou d'intimidation et toute offre d'achat ».

### le Larzac contre Paris

Dès le début, la lutte du Larzac c'est le combat d'une région contre le centralisme parisien, contre sa politique de dépérissement économique, pour retrouver son identité régionale occitane. Très vite, d'ailleurs, le soutien de la région sera important: 20 000 personnes à la manifestation du 14 juillet 1972 à Rodez.

A partir de 1973 un soutien national se met en place. Il rassemblera d'abord la France des luttes dont le symbole sera la solidarité Lip-Larzac puis s'élargira à l'ensemble des forces politiques et syndicales de gauche. La mise en place des comités Larzac, la diffusion à 5 000 exemplaires du mensuel *Gardarem Lo Larzac*, les envois d'argent pour les groupements fonciers agricoles pour le rachat des terres par les paysans, la création de Larzac-université et les divers rassemblements d'été témoignent de l'importance du mouvement de soutien populaire.

### pour que d'autres moissons...

Cet été quels sont les enjeux ? Dans la période de crise actuelle, le gouvernement a durci son attitude

face aux mouvements de contestation et les luttes sont beaucoup plus difficiles. C'est pourquoi les paysans veulent, cet été, renouer avec le caractère offensif des rassemblements de 1972 à 1975. Officiellement 1977 devrait être la dernière année de moissons, la cessibilité des terrains devenant effective. Les pouvoirs publics ont reculé en ne signant pas l'arrêté de cessibilité. Mais ce premier succès risque de n'être qu'un leurre du fait d'un pourrissement de la situation économique locale : refus du Crédit agricole d'accorder des prêts, blocage des plans de développement des exploitations agricoles, opposition de l'administration à la réalisation de travaux d'infrastructure (eau, chemins...). Pour animer les débats, les paysans du Larzac organisent une série de forums (chômage, exode rural, militarisation de la société, politique nucléaire du gouvernement et sécurité de la population) autour d'un thème central : vivre au pays.

La réaffirmation et l'accentuation de la dimension occitane est un fait important. Elle peut permettre le renforcement de l'unité des populations de la région face aux projets du gouvernement. Cette démarche des paysans du Larzac est parallèle à celle des travailleurs de Lip qui ont tissé des liens étroits avec les travailleurs et les couches populaires de Franche-Comté pour créer un rapport de force plus favorable. De plus, le rassemblement de cet été veut être un lien d'unité pour tous ceux « qui ont choisi de lutter pour une autre société, pour une autre vie » (texte de l'appel des paysans du Larzac et du comité milla-vois de défense du Larzac).

Le PSU, qui a toujours soutenu le combat des paysans du Larzac tant dans sa dimension vivre au pays que dans la remise en cause du rôle de l'armée actuellement, appelle ses militants à venir nombreux et à participer activement aux débats dont les thèmes rejoignent les préoccupations de son programme ■. « Vivre, produire, travailler autrement. »

**Jean-François THORVAL ■**

### Bibliographie :

*Temps modernes* - juin 1977, n° 371. *Gardarem Lo Larzac* - mensuel. *Larzac* : brochure des comités Larzac. *Les fous du Larzac*: Michel Le Bris - France-Sauvage.